

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

SERVICES D'ASSURANCES POUR LA COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

LOT N° 4

ASSURANCE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS ET DES ELUS

PROCEDURE ADAPTEE

Selon les articles R. 2123-1 à R. 2123-4 du Code de la Commande Publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire

SOMMAIRE

Les dispositions concernant le LOT N°4

Assurance « **PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS ET DES ELUS** »
sont présentées de la façon suivante :

- ⇒ **INVENTAIRE DES RISQUES**
- ⇒ **CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES**
- ⇒ **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**
- ⇒ **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**
- ⇒ **ACTE D'ENGAGEMENT**

INVENTAIRE DES RISQUES

➡ ETAT DES BENEFICIAIRES

COMMUNE :

Nombre total d'agents : Titulaires, stagiaires, auxiliaires, vacataires et contractuels : 34

- Dont architectes : 0
- Dont médecins : 0

Masse salariale brute du dernier budget primitif hors charges patronales c'est-à-dire les traitements de l'ensemble du personnel quel que soit le statut (TIB – NBI – régime indemnitaire – supplément familial - indemnité de résidence) : **824 004 €**

Budget de fonctionnement : **2 514 731 €**

Nombre d'Elus : **27**

CCAS :

- **COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE**

- ➡ Nombre de membres : 15
 - Dont Président : 1
 - Dont vice-Présidents : 1

- **PERSONNEL :**

- ➡ Nombre d'agents : 0
- ➡ Budget de fonctionnement : 20.695 €
- ➡ Masse salariale : 0

- **ACTIVITES (autres missions outre que celles obligatoires) :**

- ➡ Portage repas : Oui, confié contractuellement à un prestataire extérieur
- ➡ Nombre de repas journalier : 15

➤ CONTRATS EN COURS

La collectivité est actuellement titulaire d'un contrat garantissant totalement ou partiellement les risques mentionnés à l'article 1 du C.C.A.P. :

Assurance Protection Fonctionnelle des agents et des élus :

- Compagnie : SMACL
- Seuil d'intervention : Néant

SINISTRALITE

VOIR FICHIER JOINT EN ANNEXE

CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES

ASSURANCE PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS ET DES ELUS

La garantie de l'Assureur est accordée dans les conditions prévues aux articles 1 à 7 détaillés ci-après :

ARTICLE 1
SOUSCRIPTEUR

ARTICLE 2
BENEFICIAIRE

ARTICLE 3
OBJET DE LA GARANTIE

ARTICLE 4
CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES

ARTICLE 5
CHOIX ET HONORAIRES DE L'AVOCAT

ARTICLE 6
VALIDITE DES GARANTIES / DEFINITION DU SINISTRE

ARTICLE 7
EXCLUSIONS

ARTICLE 1

SOUSCRIPTEUR

La collectivité agit pour le compte de l'ensemble des bénéficiaires ci-après.

ARTICLE 2

BENEFICIAIRES DE LA GARANTIE

Les personnels salariés du souscripteur, en activité ou non, les conjoints, concubins, pacs, enfants ou ascendants directs des agents.

Les agents placés sous le statut de témoin assisté, gardés à vue ou qui se voient proposer une mesure de composition pénale.

Le Maire, le Président, l'élus, le suppléant ayant reçu une délégation ou l'un de ses élus ayant cessé ses fonctions. Cette garantie est étendue au conjoint, ascendants et descendants directs de ces élus.

ARTICLE 3

OBJET DE LA GARANTIE

3.1 PERSONNEL SALARIE

Conformément aux lois du 13 juillet 1983, du 16 décembre 1996 et du 20 avril 2016, la collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. La collectivité est tenue de réparer, le cas échéant le préjudice qui en est résulté.

La garantie intègre notamment la prise en charge :

- Leur défense devant toute juridiction pénale pour des faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle détachable du service,
- Leurs condamnations civiles en cas de poursuites par un tiers pour une faute de service,
- La réparation de leurs dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs à des violences ou des voies de faits,
- Les frais de leur protection en cas de menace, d'injures ou de diffamations commises par un tiers.

3.2 ELUS

Conformément à la Loi N°2000 – 647 du 10 juillet 2000, la loi N°2002-276 du 27 février 2002, la loi N°2003-239 du 18 mars 2003 (articles L 2123-34 et 2123-35 alinéa 1 et 2 du code général des collectivités territoriales) et la loi N°2019-1461 du 27 décembre 2019 dite « engagement et proximité » relatives à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, l'Assureur prend en charge la protection des élus désignés à l'article 2 lorsqu'ils font l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de

l'exercice de leurs fonctions, à couvrir le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts qui résultent de l'obligation de protection à l'égard du maire et des élus » en application de l'article L. 2123-34 du code général des collectivités territoriales (en cas de poursuites pénales lorsque les faits n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions) et de l'article L. 2123-35 du même code (en cas de menaces, violence, voies de fait, injures, diffamations ou outrages subis à l'occasion ou du fait de ses fonctions).

ARTICLE 4

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES

L'Assuré doit être agent de la collectivité souscriptrice lors de la déclaration de litige ou de sa demande téléphonique.

La disparition de cette condition emporte perte du bénéfice de la garantie protection juridique.

Les litiges susceptibles d'être pris en charge doivent :

- Être fondés en droit,
- Avoir une origine postérieure à la date d'entrée en vigueur du contrat, ou à la date d'entrée à la collectivité souscriptrice, si elle a eu lieu postérieurement.

Sont cependant pris en charge les litiges dont l'origine est antérieure à la date d'entrée en vigueur du contrat alors que l'Assuré exerçait une fonction d'agent au sein de la collectivité, si l'Assuré justifie n'en avoir eu connaissance que postérieurement à cette date.

Il est entendu que les garanties s'appliquent également pour les agents intégrant la collectivité après la prise d'effet du contrat.

ARTICLE 5

CHOIX ET HONORAIRES DE L'AVOCAT

La collectivité choisit librement son avocat selon les dispositions de la loi n° 2007-210 du 19 février 2007.

La détermination des honoraires se fera conformément à l'article L 127-5-1 qui dispose que :

« Les honoraires de l'avocat sont déterminés entre ce dernier et son client, sans pouvoir faire l'objet d'un accord avec l'Assureur de Protection Juridique ».

Le texte de l'Article L 127-5-1 interdit à l'Assureur d'intervenir dans la détermination de l'honoraire de l'Avocat, et ce, conformément aux recommandations de la Commission des Clauses Abusives.

ARTICLE 6

DEFINITION DU SINISTRE - VALIDITE DES GARANTIES

Est considéré comme sinistre **toutes les conséquences dommageables d'un même fait générateur susceptible d'entraîner le déclenchement de la garantie :**

- **Garanties « défense » - « frais de protection » - « frais d'indemnisation » :**

L'Assureur est tenu d'intervenir dès lors que :

- Le fait générateur est survenu entre la date d'effet et celle de la résiliation du contrat,
- Les réclamations sont effectuées par la collectivité dans un délai de 3 ans après résiliation du contrat.

Par ailleurs et sous réserve que la collectivité n'en ait pas eu connaissance lors de la souscription du contrat, l'intervention de l'Assureur s'effectuera également pour les litiges dont le fait générateur est survenu au cours de l'année précédant la prise d'effet dudit contrat.

- **Garantie « condamnations civiles » :**

Conformément aux dispositions formulées à l'article L 124-5 - alinéa 4 du Code des Assurances issu de la loi du 1^{er} août 2003 :

" La garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu par l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'Assureur ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie."

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans.

ARTICLE 7

EXCLUSIONS

Sont exclues les poursuites pour délit intentionnel au sens de l'article L 121-3 du Nouveau Code Pénal.

Toutefois, si la décision devenue définitive ne retenait pas le caractère intentionnel de l'infraction (non-lieu, déqualification, relaxe, etc.) les honoraires de l'avocat sont pris en charge.

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

L'Assureur accepte dans leur intégralité les dispositions prévues aux conditions générales de garanties.

Les clauses ci-après viennent compléter ou modifier, pour ce qu'elles ont de différent, les dispositions des conditions générales de garanties.

ARTICLE 1

BENEFICIAIRES DE LA GARANTIE

Les personnels salariés du souscripteur, en activité ou non, les conjoints, concubins, pacs, enfants ou ascendants directs des agents.

Les agents placés sous le statut de témoin assisté, gardés à vue ou qui se voient proposer une mesure de composition pénale.

Le Maire, le Président, l'élus, le suppléant ayant reçu une délégation ou l'un de ses élus ayant cessé ses fonctions. Cette garantie est étendue au conjoint, ascendants et descendants directs de ces élus.

ARTICLE 2

DEFENSE PENALE DE L'ASSURE

Montant de la garantie : **30 000 €**

y compris les frais liés à une médiation administrative conformément au décret portant expérimentation en date du 16 février 2018.

ARTICLE 3

RESPONSABILITE CIVILE FAUTE NON DETACHABLE

Montant de la garantie : **1 500 000 €**

ARTICLE 4

REPARATION DES DOMMAGES SUBIS PAR LES AGENTS

Dommages corporels et immatériels consécutifs : **160 000 €**

Dommages matériels et immatériels consécutifs : **80 000 €**

Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériels : **40 000 €**

ARTICLE 5

FRAIS DE PROTECTION DES AGENTS ET DES ELUS

Montant de la garantie : **30 000 €**

ARTICLE 6

CONSEIL JURIDIQUE – ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE POUR LES ELUS

Montant de la garantie : **frais réels**

ARTICLE 7

SEUIL D'INTERVENTION

Néant

Les montants de garantie ci-dessus s'entendent par litige.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

PROCEDURE ADAPTEE

Selon les articles R. 2123-1 à R. 2123-4 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2

COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

ARTICLE 4

PRISE D'EFFET DU MARCHÉ – DUREE – ECHEANCE – RESILIATION

ARTICLE 5

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

ARTICLE 6

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

ARTICLE 7

GESTION DES SINISTRES

ARTICLE 8

PRESCRIPTION BIENNALE

ARTICLE 9

PROTECTION DES DONNEES

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

La collectivité procède à une consultation en vue de mettre en place un contrat d'assurance garantissant la protection fonctionnelle des agents et des élus.

ARTICLE 2

COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE

COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT
Représentée par Monsieur le Maire

Hôtel de Ville – 1 Place de la Mairie
30300 JONQUIERES SAINT VINCENT

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes
- Le présent cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Les conditions générales de garanties
- L'Inventaire des risques - la sinistralité

ARTICLE 4

PRISE D'EFFET DU MARCHÉ – DUREE – ECHEANCE – RESILIATION

➡ **Prise d'effet du marché - durée**

01/01/2021 - 00 h 00 pour une durée de 4 ANS

Il expirera le 31/12/2024

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue au présent C.C.A.P.

➡ **Echéance : 1^{er} Janvier**

➡ Résiliation

Possibilité de résiliation annuelle à la date anniversaire en respectant un préavis réciproque de 6 mois. Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'Assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. La résiliation s'effectuera par courrier recommandé avec AR. Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription) devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai la modification ne pourra être effective qu'à l'échéance suivante.

ARTICLE 5

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

➡ La Tarification

Elle est déterminée par une prime H.T. et T.T.C.

➡ Forme du prix

Le prix est révisable.

➡ Révision

Les primes et montants des garanties seront exclusivement indexés chaque année, à la date anniversaire, d'après l'indice F.F.B.

Mode de calcul de l'évolution :

Indice N : indice en cours au 1^{er} janvier de chaque année publié dans l'argus des assurances, (ou à toute autre date constituant la date anniversaire du contrat).

Indice N-1 : indice au 1^{er} janvier de l'année précédente publié dans l'argus des assurances, (ou à toute autre date constituant la date anniversaire du contrat).

Prime HT de l'année N = Prime HT N-1 x (indice N / indice N-1).

L'indice pris en compte à la prise d'effet du contrat sera le dernier indice connu publié dans l'argus des assurances.

Les seuils d'intervention éventuels seront fixes sur la durée du marché.

ARTICLE 6

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les primes du contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renonçant à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des crédits).

➡ Fractionnement du paiement : annuel

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro et la date du marché,
- La désignation de la prestation exécutée,
- Le prix net H.T. de chaque prestation,
- Le taux et le montant des taxes en vigueur,
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées.

En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les factures seront déposées sur le portail Chorus Pro, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Il est rappelé que l'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour l'utilisation du portail Chorus Pro, le titulaire devra déposer les factures sur le n° de SIRET communiqué par la collectivité.

Il ne devra préciser ni le n° d'engagement émis par la collectivité, ni le code service émetteur du bon de commande.

La facture devra impérativement indiquer :

- Rappel des éléments servant au calcul de la prime (ex : budget, masse salariale...),
- Rappel de l'indice retenu à la souscription,
- Nouvel Indice retenu.

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir : un seul taux s'applique pour toute la durée du marché.

ARTICLE 7

GESTION DES LITIGES

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, l'Assureur s'engage à tenir régulièrement l'Assuré informé du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

Il devra également fournir à l'Assuré, chaque année, au cours du trimestre suivant la date d'échéance, l'état « statistique » de l'année écoulée.

➡ Déclaration

- Les litiges susceptibles de mettre en jeu les garanties prévues aux conditions générales de garanties doivent être déclarés par écrit et de manière circonstanciée à l'Assureur dans les 30 jours suivant leur connaissance par l'Assuré.
- L'Assuré doit transmettre à l'Assureur dans les 48 H toute pièce de procédure reçue par lui.

➡ Gestion

Gestion de la demande téléphonique :

L'Assureur met à la disposition de l'Assuré un service spécialisé qui traite par téléphone les demandes de conseil juridique relevant des domaines de droit garantis.

Gestion du litige :

L'Assureur procède à l'examen de la déclaration, informe l'Assuré de la nature et de l'étendue de ses droits et obligations, apprécie le bien-fondé juridique du litige et demande, si besoin est, communication de toutes informations, pièces, nécessaires à l'instruction du dossier. A défaut de trouver une solution amiable et dans le cas où une suite judiciaire est donnée au litige, l'Assuré a le libre choix de son avocat.

Il ne doit, en cours de gestion du litige, même contentieuse, être régularisée aucune transaction sans l'accord de l'Assureur, sous peine de voir peser sur l'Assuré l'obligation de rembourser les frais d'ores et déjà engagés par l'Assureur, sous réserve de l'application de la clause d'arbitrage.

Si une procédure est engagée, l'Assuré a la direction de son procès. L'Assuré s'oblige cependant à communiquer à l'Assureur, ou à lui faire communiquer, sur simple demande de sa part, tous actes, avis assignations, etc. utiles à l'étude et au suivi du litige.

ARTICLE 8

PRESCRIPTION BIENNALE

Toute action dérivant des présentes conditions générales et particulières est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui lui donne naissance, dans les termes des articles L114-1 et L114-2 du code des assurances.

Toutefois ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance,

- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'Assuré pour paiement d'une cotisation, et par l'Assuré à l'Assureur pour le paiement de l'indemnité.

ARTICLE 9

PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché d'assurance, les données à caractère personnel seront traitées par l'Assureur. En tant que responsable de traitement, l'Assureur s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

LOT N°4

ASSURANCE PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS ET DES ELUS

ACTE D'ENGAGEMENT

Procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 à R. 2123-4 du Code de la Commande Publique

Partie réservée à l'administration

➡ Date du marché :
➡ Montant :
➡ Imputation :

Représentant du Pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Maire de la COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

Ordonnateur :

Monsieur le Maire de la COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

Comptable public assignataire des paiements :

Trésorier comptable de BEUCAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le Maire de LA COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

D'une part,

Et

La Compagnie d'assurances :

Qui, par mandat du

A donné mission de (décrire l'étendue des missions) :

A l'intermédiaire ci-après dénommé

Agissant en qualité de	Courtier ou Agent*	Représentant la compagnie d'assurances :
Nom et raison sociale		
Adresse		
Téléphone Fax : Courriel :		
N°d'Inscription au registre du commerce de :		
Immatriculation Siret :		
Code APE		

***barrer la mention inutile**

Désigné dans ce qui suit sous le vocable « **l'Assureur** »

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR

L'Assureur s'engage :

- Après avoir pris connaissance et accepté sans modification le **C.C.A.P.** joint et les documents suivants : **C.C.T.P., CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES et INVENTAIRE DES RISQUES** - qui constituent le cahier des charges, sous la forme d'un contrat d'assurances,
- Après avoir fourni les documents des articles R. 2143-3 à R. 2143-16 du Code de la Commande Publique

à exécuter dans leur intégralité l'ensemble des clauses et conditions définies au cahier des charges et concernant le lot « ASSURANCE PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS ET DES ELUS ».

L'offre ainsi présentée ne le lie toutefois que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixées par le Règlement de Consultation.

ARTICLE 2

DUREE DU MARCHÉ – ECHEANCE - RESILIATION

- Prise d'effet : **01/01/2021 - 00 h 00**
- Echéance : **1^{er} JANVIER**
- Durée : **4 ANS**
- Période d'exécution – résiliation :

Possibilité de résiliation annuelle à la date anniversaire en respectant un préavis réciproque de 6 mois. Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'Assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. La résiliation s'effectuera par courrier recommandé avec AR. Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription) devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai la modification ne pourra être effective pour l'échéance suivante.

ARTICLE 3

TARIFICATION – APERITION

3.1 TARIFICATION

INDICE DE REFERENCE F.F.B.	
INDIQUER LA VALEUR DE L'INDICE	

	PRIME ANNUELLE	
	HT	TTC
Formule de base - seuil d'intervention : Néant		

Prime annuelle TTC exprimée en toutes lettres :

3.2 APERITION

- Compagnie apéritrice :
- Pourcentage d'apérition :
- Co-assurance éventuelle :

ARTICLE 4

OBSERVATIONS PAR RAPPORT AU DCE

Observations éventuelles devant faire l'objet, en annexe d'une énumération précise.

Nombre d'observations :

Dans le cas où vous joignez vos conditions générales et des pièces annexes, veuillez IMPERATIVEMENT renseigner le tableau suivant :

CONDITIONS GENERALES	OUI	NON
<ul style="list-style-type: none"> Vos conditions générales complètent-elles les dispositions du cahier des charges ? Dans ce cas : <ul style="list-style-type: none"> La clause la plus favorable s'applique-t-elle ? Les exclusions de vos conditions générales non prévues dans notre cahier des charges se rajoutent-elles ? 		
PIECES ANNEXES	OUI	NON
<ul style="list-style-type: none"> Vos pièces annexes complètent-elles les dispositions du cahier des charges ? Dans ce cas : <ul style="list-style-type: none"> La clause la plus favorable s'applique-t-elle ? Les exclusions de vos pièces annexes non prévues dans notre cahier des charges se rajoutent-elles ? 		
Le paiement des honoraires se fera : <ul style="list-style-type: none"> Selon barème de la compagnie Dans la limite du montant par affaire indiqué au C.C.T.P. 		
CONTENTIEUX PRIS EN CHARGE PAR LA PROPOSITION DU CANDIDAT		
<ul style="list-style-type: none"> Défense pénale Prise en charge des condamnations civiles Prise en charge des frais de réparation matérielle et corporelle Prise en charge des frais de protection des agents et élus Prise en charge des frais de conseil juridique des élus Prise en charge assistance psychologique des élus 		

ARTICLE 5

PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché par mandatement au crédit du compte suivant :

Titulaire du compte				
Domiciliation				
Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB	FR
IBAN				
BIC				

(Joindre impérativement le relevé d'identité bancaire)

Fait à, le
Mention manuscrite « Lu et approuvé »
Le candidat

CHOIX DE LA COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

LOT N°4

ASSURANCE PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS ET DES ELUS

	PRIME ANNUELLE	
	HT	TTC
Formule de base - seuil d'intervention : Néant		

LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre
Pour valoir acte d'engagement

A, le.....

DATE DE NOTIFICATION AU TITULAIRE :

Il est demandé au candidat retenu après réception de la présente acceptation de faire parvenir à la collectivité une note de couverture.